4. En cas de réponse affirmative à la question 2: des règles de droit interne qui imposent intégralement à l'acheteur d'un véhicule à moteur de prouver l'existence d'un dispositif d'invalidation au sens de l'article 3, point 10, du règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil, du 20 juin 2007, sans que le constructeur du véhicule ne doive apporter d'informations à cet égard dans l'instruction de l'affaire, enfreignent-elles l'article 18, paragraphe 1, l'article 26, paragraphe 1, et l'article 46 de la directive 2007/46/CE⁽¹⁾ du Parlement européen et du Conseil, du 5 septembre 2007, visés dans l'arrêt de la Cour de justice du 21 mars 2023 (C-100/21), en ce qu'il découle de ces dernières dispositions que l'acheteur d'un véhicule à moteur doit bénéficier d'un droit à indemnisation à charge du constructeur au cas où il est équipé d'un dispositif d'invalidation interdit (voir les points 91 et 93 de l'arrêt précité)?
5. En cas de réponse affirmative à la question 4: quelle est la répartition de la charge de la preuve prévue par le droit européen dans le litige opposant l'acheteur d'un véhicule à son constructeur au sujet d'une demande d'indemnisation du premier à l'encontre du second concernant l'existence d'un dispositif d'invalidation au sens de l'article 3, point 10, du règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil, du 20 juin 2007? Chacune des parties bénéficie-t-elle d'allègements de la charge de la preuve ou leur appartient-il de prendre des initiatives et, le cas échéant, lesquelles? S'il leur appartient de prendre des initiatives: quelles conséquences a leur carence?

(1) Règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules (JO L 171, p. 1).

(2) Directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules (directive-cadre) (JO L 263, p. 1).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunal de première instance francophone de
Bruxelles (Belgique) le 11 mai 2023 — Ordre des barreaux francophones et germanophones de
Belgique e.a. / État belge**

(Affaire C-299/23, Darvate e.a. ⁽¹⁾)

(2023/C 296/19)

Langue de procédure: le français

Jurisdiction de renvoi

Tribunal de première instance francophone de Bruxelles

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique, Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Étrangers ASBL, NX

Partie défenderesse: État belge

Questions préjudicielles

L'article 34 de la directive 2016/801/UE relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair, lu seul ou en combinaison avec les articles 7, 14 et 47 de la Charte des droits fondamentaux ainsi qu'avec le principe d'effectivité, et à la lumière de l'objectif poursuivi par ladite directive de renforcer les garanties procédurales offertes aux ressortissants de pays tiers et de favoriser l'arrivée d'étudiants étrangers au sein de l'Union européenne, requiert-il:

- 1) qu'une possibilité de recours exceptionnelle soit offerte à l'étudiant étranger, menée dans les conditions de l'extrême urgence, lorsqu'il démontre qu'il a fait preuve de toute la diligence requise et que le respect des délais nécessaires pour mener une procédure ordinaire (en suspension/annulation) pourrait entraver le déroulement des études en question?

Si la réponse à la question précédente est négative, la même réponse négative s'impose-t-elle lorsque l'absence de décision dans un délai rapproché risque de faire perdre irrémédiablement une année d'étude à la personne concernée?

- 2) qu'une possibilité de recours exceptionnelle soit offerte à l'étudiant étranger, menée dans les conditions de l'extrême urgence, lorsqu'il démontre qu'il a fait preuve de toute la diligence requise et que le respect des délais nécessaires pour mener une procédure ordinaire (en suspension/annulation) pourrait entraver le déroulement des études en question, dans le cadre de laquelle, concomitamment à la suspension, il pourra solliciter que d'autres mesures provisoires soient ordonnées afin de garantir l'effectivité du droit d'obtenir une autorisation s'il remplit les conditions générales et spécifiques, tel que garanti à l'article 5, paragraphe 3, de la directive 2016/80/UE?

Si la réponse à la question précédente est négative, la même réponse négative s'impose-t-elle lorsque l'absence de décision dans un délai rapproché risque de faire perdre irrémédiablement une année d'étude à la personne concernée?

- 3) que le recours organisé contre la décision de refus de visa permette au juge de substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative et de réformer la décision de cette autorité, ou un contrôle de légalité permettant au juge de censurer une illégalité, notamment une erreur manifeste d'appréciation, en suspendant ou en annulant la décision administrative, est-il suffisant?

(¹) Le nom de la présente affaire est un nom fictif. Il ne correspond au nom réel d'aucune partie à la procédure.

Demande de décision préjudicielle présentée par le Sąd Okręgowy w Warszawie (Pologne) le 10 mai 2023 — AJ/Bank BPH S.A.

(Affaire C-301/23, Bank BPH)

(2023/C 296/20)

Langue de procédure: le polonais

Jurisdiction de renvoi

Sąd Okręgowy w Warszawie

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: AJ

Partie défenderesse: Bank BPH S.A.

Questions préjudicielles

- 1) L'article 6, paragraphe 1 et l'article 7, paragraphe 1, de la directive 93/13/CEE du Conseil, du 5 avril 1993, concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (¹) ainsi que le principe d'effectivité doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une interprétation juridictionnelle de la législation nationale selon laquelle le consommateur ne pourrait pas valablement saisir le juge d'une action en constatation du caractère non contraignant des clauses contractuelles figurant dans le contrat ou d'une action en nullité du contrat dans sa totalité?
- 2) L'article 4, paragraphe 2 et l'article 5 de la directive 93/13/CEE du Conseil, du 5 avril 1993, concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs (JO 1993, L 95, p. 29) doivent-ils être interprétés en ce sens qu'un contrat de prêt indexé sur le taux de change d'une devise étrangère respecte l'exigence selon laquelle les clauses contractuelles doivent être rédigées de façon claire et compréhensible lorsque la banque a présenté à l'emprunteur:
- un graphique de l'historique des taux de change de cette devise étrangère par rapport à la monnaie nationale indiquant que ce taux avait subi une variation de plusieurs dizaines de pour cent en l'espace de quelques années,
 - une simulation indiquant l'incidence d'une hausse de plusieurs dizaines de pour cent du taux de change de la devise étrangère sur le montant des mensualités du prêt?
- 3) L'article 4, paragraphe 2 et l'article 5 de la directive 93/13/CEE du Conseil, du 5 avril 1993, concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs doivent-ils être interprétés en ce sens que l'exigence selon laquelle les clauses contractuelles doivent être rédigées de façon claire et compréhensible doit être analysée par rapport au modèle du consommateur moyen ou faut-il prendre en compte la situation individuelle et les caractéristiques du consommateur à la date de conclusion du contrat, en particulier ses connaissances, sa formation et son expérience?